

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 669

11 mars 2015

SOMMAIRE

4terra S.A.	32076	Uranium Participation Cyprus Limited-Luxembourg Branch	32073
AFLP Securitisation S.à r.l.	32084	Usantar Two S.A.	32072
Amazon Eurasia Holdings S.à r.l.	32080	Valfidus S.A.	32069
Artichocs S.A.	32070	Vallis Sustainable Investments I Holding S.à r.l.	32068
Athena Topco S.à r.l.	32075	VEM Financière Holdings S.A.	32073
Caduceus Investment S.A.	32101	Ventara S.à r.l.	32069
Carolin Finance S.à r.l.	32066	Venusia Real Estate Investment S.A.	32079
CB S.A.	32066	Venusia Real Estate Investment S.A.	32079
Centric IT Solutions Luxembourg S.A. ...	32067	Veolia Luxembourg	32074
CHC Helicopter (1) S.à r.l.	32066	Vertrange Holding S.A.	32073
Colon River S.A.	32066	VIGO INVEST S.A.	32074
Corestate Shelf Holdco 3 S.à r.l.	32067	Villiot Holdco S.à r.l.	32075
Digital Services XXXVIII S.à r.l.	32102	Visionla SA	32074
IACG Holdings LUX S.à r.l.	32072	Vistra IP Rights S.à r.l.	32068
Ideal Group Luxembourg S.A.	32071	Vodafone Procurement Company S.à r.l.	32074
International Radio Networks Holding S.A.	32072	Wallberg Invest S.A.	32067
Maxiver S.à r.l.	32071	W.A. Verwijs Beheer S.à r.l. / B.V.	32091
Nido Notting Hill S.à r.l.	32071	WPP Luxembourg Turrus S.à r.l.	32070
North Star Investment S.à r.l.	32112	Yum! Franchise China IV S.à r.l.	32070
Triple Aart S.A.	32068	Zenview Holdings S.à r.l.	32070
UDM Holding S.A.	32069		
United Bargain Société de Participations S.A.	32068		

Colon River S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 153.440.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 5 février 2015.

Référence de publication: 2015019492/10.

(150023794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

CHC Helicopter (1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 190.559.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 février 2015.

Référence de publication: 2015019516/10.

(150024007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Carolyn Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.
R.C.S. Luxembourg B 170.513.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2015019503/12.

(150023970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

CB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 105.266.

Extrait du Procès verbal du Conseil d'Administration tenu au siège social 217 route d'Esch L-1471 Luxembourg, le 28 janvier 2015 à 11h00

Délibérations:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité, prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

Le Conseil d'Administration désigne en tant que dépositaire des actions au porteur de la société, la banque BIL Luxembourg S.A. ayant son siège social: 69 route d'Esch L-2953 Luxembourg, immatriculée au RCS Luxembourg numéro B 6.307.

Il est rappelé que le Conseil d'Administration de la société est composé des personnes morales et physiques suivantes:

Monsieur Denis MINGARELLI

Monsieur Serge ATLAN

S.F.D. Sarl

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015019504/22.

(150023489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Centric IT Solutions Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 37CD, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 57.916.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 21 janvier 2015 que

1. la démission de M Kurt Wach en tant qu'administrateur de catégorie A et Président du Conseil d'Administration avec effet au 21 mai 2012 a été ratifiée.

2. les démissions de M Rene Nowotny en tant qu'administrateur de catégorie A et de M Steven Wernike en tant qu'administrateur de catégorie B et avec effet au 12 novembre 2014 ont été acceptées.

3. M. Gerhard P. Sanderink, né le 19 août 1948 à Weerselo, Pays-Bas et résidant au Haarweg 75, NL-7544 RK Enschede a été nommé en tant qu'administrateur unique avec effet au 12 novembre 2014,

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2019.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S.à.r.l.

Référence de publication: 2015019490/17.

(150023238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Wallberg Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 137.988.

Mit Datum vom 28. Juli 2014 tritt Herr Vincent ANDRES in die Geschäftsführung der Gesellschaft ein.

Mit Datum vom 31. Dezember 2014 scheidet Herr Nikolaus RUMMLER aus der Geschäftsführung aus.

Geschäftsadresse von Herrn Andres: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Die Aufgaben der täglichen Geschäftsführung übernehmen somit:

Herr Marcel ERNZER

Herr Christian KLEIN

Herr Vincent ANDRES

Geschäftsadresse von aller Geschäftsführer: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für Wallberg Invest S.A.

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2015020081/18.

(150023053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Corestate Shelf Holdco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 189.020.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte de cession sous seing privé signé en date du 29 décembre 2014 que Corestate Capital AG, avec siège social à Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Suisse), immatriculée auprès du registre de commerce du canton Zug sous le numéro CHE-113.002.233 a cédé 20.313 parts sociales de la Société à la société vitB AG, avec siège social à Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Suisse), immatriculée auprès du registre de commerce du canton Zug sous le numéro CH-115.022.991.

Partant, les 25.000 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont réparties comme suit:

Corestate Capital AG	4.687
vitB AG	20.313
Total :	25.000

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015019494/19.

(150023542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Vistra IP Rights S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 83.554,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 148.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015020065/10.

(150024062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Triple Aart S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 161.322.

EXTRAIT

A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 80, rue des Romains, L-8041 Strassen a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la société en date du 23/01/2015, et ce suivant les dispositions de la Loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions ou parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015020042/13.

(150023711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Vallis Sustainable Investments I Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue de Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 173.806.

Extrait des résolutions de gérance

En date du 11 Novembre 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au 5, rue de Kiem, L-1857 Luxembourg, et ce avec effet au 17 Novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 Février 2014.

Salvatore Rosato

Mandataire

Référence de publication: 2015020057/15.

(150023296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

United Bargain Société de Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 13.035.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 5 février 2015.

Pour: UNITED BARGAIN SOCIETE DE PARTICIPATIONS S.A.

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015020053/16.

(150023609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Valfidus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 159.090.

La société a été constituée par acte notarié en date du 20 Janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1050 du 19 mai 2011.

Les comptes annuels de la Société au 31 Août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VALFIDUS S.A.

Signature

Référence de publication: 2015020067/14.

(150023476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

UDM Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 170.660.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 5 février 2015.

Pour: UDM HOLDING S.A.

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015020051/16.

(150023918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Ventara S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 144.110.

EXTRAIT

Suite à un contrat de cession de parts sociales signé sous seing privé en date du 20 janvier 2015, entre:

EUROFINLEADING FIDUCIARIA Spa, avec adresse au 8, Via Porlezza, I-20123 Milan, Italie;

et

ERREDI INVEST Spa, avec adresse au 15, Via G. da Verrazano, Novara, Italie, inscrite au registre delle Imprese de Novara sous le numéro 10627950016;

Il en résulte ce qui suit:

EUROFINLEADING FIDUCIARIA Spa, dont le siège social est situé au 8, Via Porlezza, I-20123 Milan, Italie, propriétaire de 23.677 parts sociales de la société Ventara Sàrl, déclare céder à la société ERREDI INVEST Spa, avec adresse au 15, Via G. da Verrazano, I-28100 Novara, Italie, inscrite au registre delle Imprese de Novara sous le numéro 10627950016, 9.181 parts sociales d'une valeur nominale de 25,00 Eur chacune de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Ventara S.à.r.l. établie et ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.110,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Xavier Mangjullo / Julien Nicaud

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2015020072/24.

(150023292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Yum! Franchise China IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,02.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F.Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 190.950.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015020100/10.

(150023189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

WPP Luxembourg Turrus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 13.192.563.721,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 190.004.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 février 2015.

Référence de publication: 2015020096/10.

(150023963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Artichocs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 93, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 170.385.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 04 février 2015.

Pour la société

Référence de publication: 2015019390/11.

(150023365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Zenview Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 147.093.

Suite aux résolutions de l'associé unique en date du 21 janvier 2015 de la Société, les décisions suivantes ont été prises:

1. Démission du gérant B suivant à compter du 21 janvier 2015:

Madame Stéphanie Jung-Schut, née le 24 novembre 1975 à Metz, France, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Nomination du gérant B suivant à compter du 21 janvier 2015 pour une durée indéterminée:

Monsieur Sébastien Rimlinger, né le 23 septembre 1975 à Sarreguemines, France, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la société est comme suit:

- William Fung, Gérant A;
- Patrick L.C. van Denzen, Gérant B;
- Sébastien Rimlinger, Gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant B

Référence de publication: 2015020102/22.

(150023462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Nido Notting Hill S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 121.188.

—
EXTRAIT

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg que Monsieur Dean Merritt a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 31 janvier 2015.

Suite à cette démission, le Conseil de Gérance de la Société se présente désormais comme suit:

- Madame Jennika Lindholm, ayant son adresse professionnelle au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg,
- Monsieur Kemal Akyel, ayant son adresse professionnelle au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Référence de publication: 2015019857/13.

(150023670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Ideal Group Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 70.773.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 juillet 1999, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 740 du 6 octobre 1999.
- Statuts modifiés en date du 4 novembre 2010 par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 89 du 17 janvier 2011.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue à L-Luxembourg en date du 12 décembre 2014, que la décision suivante a été prise à l'unanimité des voix:

- Le siège social de la société IDEAL GROUP LUXEMBOURG S.A. est transféré du 223, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg au 17, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 5 février 2015.

Pour la société IDEAL GROUP LUXEMBOURG S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015019712/18.

(150023707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Maxiver S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9690 Watrange, 41, rue Abbé Welter.

R.C.S. Luxembourg B 107.502.

Il résulte d'une cession de parts intervenue en date du 31 décembre 2014 que le capital social de la société se répartit désormais comme suit:

M. Danny HEREMANS 39, rue Abbé Welter L-9690 Watrange	71 parts
M. Michaël HEREMANS 78, Biezenstraat B-9420 Burst	40 parts
M. Jonathan HEREMANS 25, Impegemstraat B-1770 Liedekerke	40 parts
Mme Cornelia VAN EGDOM 39, rue Abbé Welter L-9690 Watrange	149 parts
Total:	300 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015019846/23.

(150023574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

International Radio Networks Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 75.960.

—
Extrait des lettres de démission datées du 28 janvier 2015

En date du 28 janvier 2015, Madame Sylvie Abtal-Cola, Monsieur Abdelhakim Chagaar et Monsieur Johan Dejans ont démissionné en tant qu'administrateurs de la société INTERNATIONAL RADIO NETWORKS HOLDING S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75960, et ce avec effet au 28 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 5 février 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015019728/17.

(150023668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Usantar Two S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 126.926.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue à Luxembourg, le 4 février 2015.

Résolution unique

Le conseil d'administration décide de coopter administrateur en remplacement de Monsieur Marco Sterzi, Monsieur Sabrie Soualmia, né le 15 juillet 1982 à Metz, France et résident professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

L'élection définitive de Monsieur Soualmia sera soumise à la plus proche assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Pour copie conforme

Pour le conseil d'administration

Francesca Docchio / Xavier Mangiullo

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015020055/18.

(150023259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

IACG Holdings LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 710.000,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 164.610.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 19 novembre 2014, le conseil de gérance a pris connaissance de la démission de Monsieur Andrew Anderson en tant que Délégué à la Gestion Journalière avec effet rétroactif au 1^{er} février 2015.

En cette même date, le conseil de gérance a décidé de nommer Monsieur Carl-Johan Forsberg, né le 25 octobre 1963 à Lund en Suède, demeurant professionnellement au IAC Goup GmbH, 178 Theodorstrasse, D-40472 Düsseldorf, Allemagne, en tant que Délégué à la Gestion Journalière avec effet rétroactif au 1^{er} février 2015 et ce jusqu'au 31 décembre 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015019710/19.

(150023770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Uranium Participation Cyprus Limited-Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 132.260.

Les comptes annuels de la personne morale de droit étranger au 28 février 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015020048/11.

(150023450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Vertrange Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 97.963.

EXTRAIT

Les administrateurs Monsieur Claude GEIBEN et Madame Gabriele SCHNEIDER, ainsi que le commissaire aux comptes, Monsieur Michel SCHAEFFER ont démissionné avec effet immédiat.

L'administrateur, Monsieur Nicolas Schaeffer est décédé.

Luxembourg, le 30 janvier 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2015020073/15.

(150023187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

VEM Financière Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 167.595.

Par résolutions signées en date du 29 janvier 2015, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Christophe Davezac, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur de catégorie A, avec effet au 26 janvier 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2020 et qui se tiendra en 2021;

2. Nomination de Frédéric Salvadore, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur de catégorie A, avec effet au 26 janvier 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2020 et qui se tiendra en 2021;

3. Nomination de Laurent Isenegger, avec adresse professionnelle au 22, rue Général-Dufour, 1211 Genève, Suisse, au mandat d'administrateur de catégorie B, avec effet au 26 janvier 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2020 et qui se tiendra en 2021;

4. Nomination d'Emilio Castelbolognesi, avec adresse au 5, Chemin des prés de la Gradelle, 1223 Coligny, Suisse, au mandat d'administrateur de catégorie B, avec effet au 26 janvier 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2020 et qui se tiendra en 2021;

5. Acceptation de la démission de Thierry Bounous, avec adresse professionnelle au 22, rue Général-Dufour, 1204 Genève, Suisse de son mandat d'administrateur de catégorie B, avec effet au 26 janvier 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 février 2015.

Référence de publication: 2015020071/28.

(150023204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

VIGO INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5241 Sandweiler, 45A, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 136.463.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015020074/9.

(150023471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Veolia Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 52, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 18.830.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015020063/10.

(150023833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Vodafone Procurement Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 97.920.

En date du 2 février 2015, l'associé unique de Vodafone Procurement Company S.à r.l. a décidé:

- D'accepter la démission de M. Stephen Day, avec adresse au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg en tant que gérant de la société, et en tant que délégué à la gestion journalière de la société, avec effet au 31 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015020066/13.

(150023461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Visionla SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 184.913.

Extrait du Procès verbal du Conseil d'Administration tenu au siège social 217 route d'Esch L-1471 Luxembourg, le 28 janvier 2015 à 14h00

Délibérations:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité, prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

Le Conseil d'Administration désigne en tant que dépositaire des actions au porteur de la société, la banque BIL Luxembourg S.A. ayant son siège social: 69 route d'Esch L-2953 Luxembourg, immatriculée au RCS Luxembourg numéro B 6.307.

Il est rappelé que le Conseil d'Administration de la société est composé des personnes morales et physiques suivantes:

Monsieur Denis MINGARELLI

Monsieur Serge ATLAN

S.F.D. Sàrl

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015020076/22.

(150023488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**Athena Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Villiot Holdco S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.538.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 7NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.314 (the "Sole Shareholder"),

represented by Maître Flora Verrecchia, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy which shall remain annexed to the present deed after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Villiot Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 189.538 (the "Company"), incorporated on 11 August 2014 pursuant to a deed of Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 9 October 2014, number 2837.

The articles of association of the Company have never been amended.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The item on which a resolution is to be taken is as follows:

Amendment of Article 1 of the articles of incorporation of the Company so that Article 1 of the articles of association of the Company reads as follows:

"A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Athena Topco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."

Thereafter the following resolution was passed by the Sole Shareholder of the Company:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 1 of the articles of association of the Company so that Article 1 of the articles of association of the Company reads as set out in the above agenda.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed is drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am siebzehnten Dezember.

Vor Uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

BRE/Europe 7NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.314, (der «Alleinige Gesellschafter»),

hier vertreten durch Frau Verrecchia Flora, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt wird nachdem sie *ne varietur* durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde,

als Alleiniger Gesellschafter der Villiot Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital

zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg, unter der Nummer B 189.538 (die «Gesellschaft»), gegründet am 11. August 2014 gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Me Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht am 9. Oktober 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 2837.

Die Satzung der Gesellschaft wurde nie abgeändert.

Der Erschienene gibt, in Ausübung seines obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

2. Der Punkt über den ein Beschluss getroffen werden soll ist der folgende:

Abänderung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

“Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Athena Topco S.à r.l." (die „Gesellschaft“) wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.”

Danach wurde der folgende Beschluss vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Alleiniger Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: F. VERRECCHIA und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63672. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 30. Januar 2015.

Référence de publication: 2015018578/90.

(150021408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

4terra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 1D, Waistroos.

R.C.S. Luxembourg B 110.535.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achtundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterschriebenen Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft "4terra S.A.", mit Sitz in L-5241 Sandweiler, 56, Rue Principale, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 110.535 abgehalten.

Die Gesellschaft wurde durch notarielle Urkunde des Notars Joseph ELVINGER, mit damaligem Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Vertretung seines Kollegen Notar Jean-Paul HENCKS, damals mit Amtssitz in Luxemburg, am 17. August 2005 gegründet, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, unter der Nummer 112 vom 17. Januar 2006. Die Satzung wurde seitdem nicht geändert.

Die außerordentliche Generalversammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Dagmar REBECK, Ingenieurin, beruflich ansässig in 56, rue Principale, L-5241 Sandweiler.

Der Vorsitzende bestimmt zur Sekretärin Frau Corinne PETIT, Angestellte, beruflich ansässig in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxemburg,

und die außerordentliche Generalversammlung bestimmt zum Stimmzähler Frau Dagmar REBECK, vorbenannt.

Nachdem das Büro der außerordentlichen Generalversammlung bestimmt und durch den Vorsitzenden festgestellt ist, ersucht der Vorsitzende den Notar zu beurkunden, dass:

I. Die anwesenden oder vertretenden Aktionäre sowie die jeweilige Anzahl der von ihnen gehaltenen Inhaberaktien in einer Anwesenheitsliste aufgeführt sind. Diese Liste unterschrieben von den anwesenden Personen und von dem Notar, wird dieser Urkunde beigelegt und verbleibt bei dem Protokoll.

II. Sich aus der Anwesenheitsliste ergibt, dass alle eintausendzweihundertvierzig (1.240) Aktien, welche das vollständige Kapital der Gesellschaft darstellen in dieser Versammlung vertreten sind so dass diese über alle Punkte der Tagesordnung rechtsgültig entscheiden kann, über die die Aktionäre vor der außerordentlichen Generalversammlung unterrichtet wurden.

III. Die Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-5241 Sandweiler, 56, rue Principale nach L-5445 Schengen, 1D, Wäistrooss mit sofortiger Wirkung;

2. Entsprechende Abänderung von Artikel 2, erster Satz, der Satzung;

3. Änderung von Artikel 5 der Satzung, um diesen dem neuen Gesetz vom 28. Juli 2014 in Bezug der Inhaberaktien anzupassen und folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), eingeteilt in eintausendzweihundertvierzig (1.240) Aktien mit einem Nominalwert von je fünfundzwanzig Euro (25.- EUR).

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Aktien sind Namens- oder Inhaberaktien, nach Wahl der Aktionäre.

Alle ausgegebenen Inhaberaktien müssen bei einem Verwahrer hinterlegt werden welcher durch einen Beschluss des Verwaltungsrats bestellt wird.

Der Verwaltungsrat informiert die Gesellschafter über diese Bestellung und über jedwede Änderung betreffend den Verwahrer innerhalb 15 (fünfzehn) Werktagen.

Beschlüsse über die Ernennung oder die Kenntnisnahme von Änderungen betreffend den Verwahrer müssen, gemäß Artikel 11bis (1§, 3) des Gesetzes vom 10. August 1915 über handelsrechtliche Gesellschaften, registriert und veröffentlicht werden

Ein Inhaberaktienregister wird vom Verwahrer gehalten.

Dieses Register weist die Identität eines jeden Gesellschafters, die Anzahl oder Einheiten von Inhaberaktien welche von diesen gehalten wird, den Zeitpunkt der Verwahrung, sowie Übertragungen, Einziehung oder Umtausch von Inhaberaktien, auf.

Der Anteilsbesitz der Inhaberaktien wird gemäß Eintragung im Inhaberaktienregister geltend gemacht.

Nach schriftlicher Aufforderung des Eigentümers von Inhaberaktien, wird diesem innerhalb 8 (acht) Kalendertage eine Bescheinigung ausgestellt welche die Eintragungen seiner Inhaberaktien zusammenfasst.

Übertragungen von Inhaberaktien inter vivos werden gegenüber Dritten und Gesellschaft wirksam durch die Eintragung dieser Übertragung im Inhaberaktienregister durch den Verwahrer, auf Basis und durch Erhalt eines jeden Dokuments welches deren Eigentumsübertragung zwischen Übertragendem und Empfänger nachweist.

Die Anzeige einer Übertragung von Todes wegen beim Verwahrer ist gültig, wenn kein Widerspruch vorhanden ist, durch die Hinterlegung eines Todesscheins welcher durch den zuständigen Richter oder Notar ausgestellt wurde.

Rechte von ausgegebenen Inhaberaktien welche weder verwahrt noch ordnungsgemäß registriert sind, gelten als ausgesetzt.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder vermindert werden.“

4. Änderung von Artikel 6 und 9 der Satzung, um diese dem Gesetz vom 25. August 2006 anzupassen und folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 6.** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens 3 (drei) Mitgliedern verwaltet. Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär kann der Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 25. August 2006, aus nur einem Mitglied bestehen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen nicht Aktionär der Gesellschaft sein. Sie werden ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre; die Dauer ihrer Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann zu jeder Zeit die Mitglieder des Verwaltungsrates abberufen.

Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates, ihre Bezüge und die Dauer ihrer Amtszeit werden von der Generalversammlung festgesetzt.“

„ **Art. 9.** Drittpersonen gegenüber wird die Gesellschaft rechtsverbindlich durch (i) die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, von denen ein die des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedes des Verwaltungsrats sein muss, (ii) die Einzelunterschrift des alleinigen Verwaltungsratsmitgliedes oder (iii) die Einzelunterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedes des Verwaltungsrates verpflichtet, ungeachtet der in Artikel 10 der Satzung vorgesehenen Vollmachten.“;

5. Verschiedenes.

Nach Zustimmung der Berichte des Vorsitzenden und Feststellung der ordnungsgemäßen Zusammensetzung, fasst die außerordentliche Generalversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung beschließt die Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-5241 Sandweiler, 56, rue Principale nach L-5445 Schengen, 1D, Wäistrooss mit sofortiger Wirkung.

Zweiter Beschluss

In Anbetracht des vorher gefassten Beschlusses wird Artikel 2, erster Satz der Satzung von nun an folgenden Wortlaut haben:

" **Art. 2. (erster Satz).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schengen."

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 5 der Satzung zu ändern, um diesen dem neuen Gesetz vom 28. Juli 2014 in Bezug der Inhaberaktien anzupassen und folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), eingeteilt in eintausendzweihundertvierzig (1.240) Aktien mit einem Nominalwert von je fünfundzwanzig Euro (25.- EUR).

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Aktien sind Namens- oder Inhaberaktien, nach Wahl der Aktionäre.

Alle ausgegebenen Inhaberaktien müssen bei einem Verwahrer hinterlegt werden welcher durch einen Beschluss des Verwaltungsrats bestellt wird.

Der Verwaltungsrat informiert die Gesellschafter über diese Bestellung und über jedwede Änderung betreffend den Verwahrer innerhalb 15 (fünfzehn) Werktagen.

Beschlüsse über die Ernennung oder die Kenntnisnahme von Änderungen betreffend den Verwahrer müssen, gemäß Artikel 11bis (1§, 3) des Gesetzes vom 10. August 1915 über handelsrechtliche Gesellschaften, registriert und veröffentlicht werden

Ein Inhaberaktienregister wird vom Verwahrer gehalten.

Dieses Register weist die Identität eines jeden Gesellschafters, die Anzahl oder Einheiten von Inhaberaktien welche von diesen gehalten wird, den Zeitpunkt der Verwahrung, sowie Übertragungen, Einziehung oder Umtausch von Inhaberaktien, auf.

Der Anteilsbesitz der Inhaberaktien wird gemäß Eintragung im Inhaberaktienregister geltend gemacht.

Nach schriftlicher Aufforderung des Eigentümers von Inhaberaktien, wird diesem innerhalb 8 (acht) Kalendertage eine Bescheinigung ausgestellt welche die Eintragungen seiner Inhaberaktien zusammenfasst.

Übertragungen von Inhaberaktien inter vivos werden gegenüber Dritten und Gesellschaft wirksam durch die Eintragung dieser Übertragung im Inhaberaktienregister durch den Verwahrer, auf Basis und durch Erhalt eines jeden Dokuments welches deren Eigentumsübertragung zwischen Übertragendem und Empfänger nachweist.

Die Anzeige einer Übertragung von Todes wegen beim Verwahrer ist gültig, wenn kein Widerspruch vorhanden ist, durch die Hinterlegung eines Todesscheins welcher durch den zuständigen Richter oder Notar ausgestellt wurde.

Rechte von ausgegebenen Inhaberaktien welche weder verwahrt noch ordnungsgemäß registriert sind, gelten als ausgesetzt.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder vermindert werden.“

Vierter Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung beschließt die Änderung von Artikel 6 und 9 der Satzung, um diese dem neuen Gesetz vom 25. August 2006 anzupassen und folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 6.** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens 3 (drei) Mitgliedern verwaltet. Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär kann der Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 25. August 2006, aus nur einem Mitglied bestehen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen nicht Aktionär der Gesellschaft sein. Sie werden ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre; die Dauer ihrer Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann zu jeder Zeit die Mitglieder des Verwaltungsrates abberufen.

Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates, ihre Bezüge und die Dauer ihrer Amtszeit werden von der Generalversammlung festgesetzt.“

„ **Art. 9.** Drittpersonen gegenüber wird die Gesellschaft rechtsverbindlich durch (i) die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, von denen eine die des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedes des Verwaltungsrats sein muss, (ii) die Einzelunterschrift des alleinigen Verwaltungsratsmitgliedes oder (iii) die Einzelunterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedes des Verwaltungsrates verpflichtet, ungeachtet der in Artikel 10 der Satzung vorgesehenen Vollmachten.“

Nachdem alle Punkte der Tagesordnung abschließend von der außerordentlichen Generalversammlung behandelt wurden, wurde diese für beendet erklärt.

Abschätzung der Kosten

Der Betrag der Kosten für die Gesellschaft aufgrund dieser Satzungsänderung aufzukommen hat, beläuft sich auf ein-tausendzweihundert Euro (1.200.- EUR).

Erklärung

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Und nach Vorlesung an alle Erschienenen und Übersetzung in die Sprache der Vertreter der Erschienenen, alle dem Notar nach Vor-und Nachnamen, Personenstand und Wohnort bekannt, haben alle die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: D. Rebeck, C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/2153. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015018610/152.

(150021801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

VRE, Venusia Real Estate Investment S.A., Société Anonyme, (anc. Venusia Real Estate Investment S.A.).

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 96.585.

L'an deux mil quinze, le sept janvier

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VENUSIA REAL ESTATE INVESTMENT S.A., avec siège social à L-1470 Luxembourg, 7, Route d'Esch, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 29 octobre 2001, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 365 du 6 mars 2002, et dont les statuts ont été modifiés le 17 octobre 2003 suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, alors de résidence à Wiltz, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1265 du 28 novembre 2003,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 96.585;

L'assemblée est ouverte à 11 heures sous la présidence de Madame Marie DAL PONT, demeurant professionnellement à Doncols qui fait également office de scrutateur,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Max WAGNER, demeurant professionnellement à Wiltz,

Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination sociale;

2. Divers

II. Que la présente assemblée a été régulièrement convoquée de la manière suivante:

- Le 8 décembre 2014 dans le Mémorial, recueil C, n° 3761, page 180482;

- Le 8 décembre 2014 dans le Journal page 08;

- Le 16 décembre 2014 dans le Mémorial, recueil C, n° 3884, page 186392;

- Le 16 décembre 2014 dans le Journal page 28;

III. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence ainsi que les procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes, avec lesquelles elles seront enregistrées.

IV. Que la présente assemblée, réunissant quatre-vingt-dix-neuf virgule neuf pour cent (99.9%) du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, la Présidente expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution Unique

L'assemblée des actionnaires décide de changer la dénomination sociale de la société et modifie en conséquence l'article 1^{er} des statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les comparantes et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de «Venusia Real Estate Investment S.A.», en abrégé «VRE»».

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 11.30 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 800.-EUR

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Dal Pont M., Wagner M., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 8 janvier 2015, Relation: DAC/2015/279, Reçu soixante-quinze euros (75 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015018583/57.

(150022061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Amazon Eurasia Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.550.000,00.

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R.C.S. Luxembourg B 120.646.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "Amazon Eurasia Holdings S.à.r.l.", a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 5 rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 120.646, incorporated by deed enacted by Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, on 19 September 2006, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" no. 2266 of 5 December 2006 (the "Company"). The articles of association of the Company have been lastly amended by notarial deed enacted on 20 August 2013, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 2484, dated 8 October 2013.

THERE APPEARED

The sole shareholder of the Company, Amazon Europe Holdings Technologies S.C.S. having its registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Sole Shareholder" or the "Contributor"), duly represented by Mr. Régis Galiotto, notary clerk, by virtue of a proxy given under private seal on 14 December 2014.

The above-mentioned proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

I. - That the 1,323 (one thousand three hundred twenty-three) shares of the Company with a nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), representing the whole share capital of the Company, are represented so

that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder states as having been duly informed beforehand.

II. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the company by an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), so as to raise it from its current amount of EUR 16,537,500 (sixteen million five hundred thirty-seven thousand five hundred Euro) to EUR 16,550,000 (sixteen million five hundred fifty thousand Euro) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), subject to payment of a share premium amounting to EUR 298,934,344 (two hundred ninety-eight million nine hundred thirty-four thousand three hundred forty-four Euro) out of which an amount of EUR 1,250 (one thousand two hundred fifty Euro) shall be allocated to the legal reserve of the Company;

3. Subscription, intervention of the subscriber and payment of the new shares of the Company by way of a contribution in kind;

4. Subsequent amendment of article 8 paragraph 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the new share capital of the Company pursuant to resolutions 2. and 3. above; and

5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the sole shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), so as to raise the share capital from its current amount of EUR 16,537,500 (sixteen million five hundred thirty-seven thousand five hundred Euro) to EUR 16,550,000 (sixteen million five hundred fifty thousand Euro), by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) (the "New Share"), subject to the payment of a share premium (the "Share Premium") amounting to EUR 298,934,344 (two hundred ninety-eight million nine hundred thirty-four thousand three hundred forty-four Euro), out of which an amount of EUR 1,250 (one thousand two hundred fifty Euro) shall be allocated to the legal reserve of the Company, the whole to be fully paid up through a contribution in kind by the Sole Shareholder of a claim of an aggregate amount of EUR 298,946,844 (two hundred ninety-eight million nine hundred forty six thousand eight hundred forty-four Euro) (the "Contribution").

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and payment by the Contributor of the New Share, the Share Premium and the legal reserve through the Contribution.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, here represented by Mr. Régis Galiotto, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the New Share, having an aggregate nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro). The issuance of the New Share is also subject to the payment of the Share Premium, amounting to EUR 298,934,344 (two hundred ninety-eight million nine hundred thirty-four thousand three hundred forty-four Euro) out of which an amount of EUR 1.250 (one thousand two hundred fifty Euro) shall be allocated to the legal reserve of the Company. The New Share as well as the Share Premium have been fully paid up by the Contributor through the Contribution.

Valuation

The net value of the Contribution amounts to EUR 298,946,844 (two hundred ninety-eight million nine hundred forty six thousand eight hundred forty-four Euro).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 15 December 2014, whereby the managers of the Company acknowledge their responsibility as managers in the case of a capital increase and which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

The Contribution is allocated as follows:

- EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to the share capital;

- EUR 298,934,344 (two hundred ninety-eight million nine hundred thirty-four thousand three hundred forty-four Euro) to the share premium account of the Company out of which an amount of EUR 1.250 (one thousand two hundred fifty Euro) shall be allocated to the legal reserve of the Company.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the Contribution has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution described above having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8. of the Company's articles of association (the second paragraph of article 8. shall remain unchanged) to read as follows:

“ **Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 16,550,000 (sixteen million five hundred fifty thousand Euro), represented by 1,324 (one thousand three hundred twenty-four) shares with a nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) each.”

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about eight thousand Euros (8,000.-Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-septième jour de décembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «Amazon Eurasia Holdings S.à r.l.», une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 5 rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 120.646, constituée suivant acte notarié reçu par devant Maître Joseph Elvinger, notaire public résidant à Luxembourg, le 19 septembre 2006, publié au «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» numéro 2266 en date du 5 décembre 2006, (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés dernièrement par acte notarié, en date du 20 août 2013, publié au «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» numéro 2484 en date du 8 octobre 2013.

A COMPARU:

I.- L'associé unique de la Société, Amazon Europe Holdings Technologies S.C.S. ayant son siège social au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, (l'«Associé Unique» ou l'«Apporteur»), dûment représenté par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, en vertu d'une procuration donnée par acte sous seing privé en date du 14 décembre 2014.

La procuration susmentionnée, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique représenté comme indiqué ci-dessus, a demandé au notaire d'enregistrer comme suit:

I.- Que les 1.323 (mille trois cent vingt-trois) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de telle sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été dûment informé par avance.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros), afin de le porter de son montant actuel de 16.537.500 EUR (seize millions cinq cent trente-sept mille cinq cent Euros) à 16.550.000 EUR (seize millions cinq cent cinquante mille Euros) par l'émission d'1 (une) nouvelle part sociale ayant une valeur nominale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros), moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant de 298.934.344

EUR (deux cent quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent trente-quatre mille trois cent quarante-quatre Euros), dont un montant de 1.250 (mille deux cent cinquante Euros) sera alloué à la réserve légale de la Société;

3. Souscription, intervention du souscripteur et paiement de la nouvelle part sociale de la Société par voie d'un apport en nature;

4. Modification subséquente du paragraphe 1 de l'article 8 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social de la Société conformément aux résolutions 2. et 3. qui précèdent; et

5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation produite lors de cette assemblée a été mis à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros), afin de le porter de son montant actuel de 16.537.500 EUR (seize millions cinq cent trente-sept mille cinq cent Euros) à 16.550.000 EUR (seize millions cinq cent cinquante mille Euros) par l'émission d'1 (une) nouvelle part sociale ayant une valeur nominale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros), (la «Nouvelle Part Sociale»), moyennant le paiement d'une prime d'émission (la «Prime d'Emission») d'un montant de 298.934.344 EUR (deux cent quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent trente-quatre mille trois cent quarante-quatre Euros), dont un montant de 1.250 (mille deux cent cinquante Euros) sera alloué à la réserve légale de la Société, la totalité devant être libérée par voie d'apport en nature par l'Associé Unique consistant en une créance d'un montant total de 298.946.844 EUR (deux cent quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent quarante-six mille huit cent quarante-quatre Euros) (l'«Apport»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Apporteur de la Nouvelle Part Sociale, de la Prime d'Emission et la réserve légale par la voie de l'Apport.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient alors l'Apporteur, ici représenté par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé et déclare souscrire à la Nouvelle Part Sociale, ayant une valeur nominale totale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros). L'émission de la Nouvelle Part Sociale est soumise au paiement de la Prime d'Emission d'un montant de 298.934.344 EUR (deux cent quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent trente-quatre mille trois cent quarante-quatre Euros), dont un montant de 1.250 (mille deux cent cinquante Euros) sera alloué à la réserve légale de la Société. La Nouvelle Part Sociale ainsi que la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Associé Unique au travers de l'Apport.

Evaluation

La valeur nette de l'Apport s'élève à 298.946.844 EUR (deux cent quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent quarante-six mille huit cent quarante-quatre Euros).

Cette évaluation a été approuvée par les gérants de la Société en vertu d'une déclaration de valeur d'apport en date du 15 décembre 2014, par laquelle les gérants de la Société reconnaissent leur responsabilité en tant que gérants en cas d'augmentation de capital et qui restera annexée au présent acte.

L'Apport est affecté comme suit:

- 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) au capital social;
- 298.934.344 EUR (deux cent quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent trente-quatre mille trois cent quarante-quatre Euros) au compte de prime d'émission de la Société, dont un montant de 1.250 (mille deux cent cinquante Euros) sera alloué à la réserve légale de la Société.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire soussigné.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport décrit ci-dessus ayant été entièrement réalisé, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8. des statuts de la Société (le second paragraphe de l'article 8. restera inchangé) pour qu'il soit rédigé comme suit:

« **Art. 6.** Le capital de la Société est fixé à 16.550.000 EUR (seize millions cinq cent cinquante mille Euros), représenté par 1.324 (mille trois cent vingt-quatre) parts sociales ayant une valeur nominale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) chacune.»

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec son augmentation de capital, ont été estimés approximativement à huit mille Euros (8.000.-Euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais constate que, sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63333. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015018634/205.

(150022602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

AFLP Securitisation S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 194.181.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second of January.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

SYCAMORE LUXEMBOURG S.A., a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 117.449,

here represented by Mr Sylvain KIRSCH, director, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on January 22nd, 2015.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the attorney of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for purposes of registration.

The above named party, represented as mentioned above, has declared its intention to constitute by the present deed a private limited liability company under the name of AFLP Securitisation S.à r.l (the "Company") and to draw up its articles of association as follows:

Title I. - Object - Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) being a securitization company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation, as amended (hereafter the "Securitization Law") and which shall be governed by the Securitization Law, the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 2. The name of the Company is "AFLP Securitisation S.à r.l."

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the municipality by decision of the sole manager or the board of managers, as the case may be.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company.

Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company that is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The Company is established for an unlimited period.

Art. 5. The Company shall have as its business purpose the securitization, within the meaning of the Securitization Law whereas the Company shall acquire the risks derived from certain underlying assets (the "Permitted Assets"). It may also transfer and dispose of the Permitted Assets it holds, whether existing or future in one or more transactions or on a continuous basis. The Company may enter into any agreement and perform any action necessary or useful for the purposes of securitizing Permitted Assets, provided it is consistent with the Securitization Law.

The Company will finance itself through the issuance of bonds, notes or other debt securities (howsoever described) and, on an ancillary basis, through loans and whether on a secured or unsecured basis and from any person permitted by applicable law (including the Company's shareholders).

Art. 6. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers of the Company may, in accordance with the terms of the Securitization Law, and in particular its article 5, create one or more compartments within the Company. Each compartment shall correspond to a distinct part of the assets and liabilities in respect of the corresponding funding. The resolution of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers creating one or more compartments within the Company, as well as any subsequent amendments thereto, shall be binding as of the date of such resolutions against any third party.

As between investors, each compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of creditors and investors of the Company that (i) have been designated as relating to a compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a compartment are strictly limited to the assets of that compartment which shall be exclusively available to satisfy such creditors and investors. Creditors and investors of the Company whose rights are not related to a specific compartment of the Company shall have no rights to the assets of any such compartment.

Unless otherwise provided for in the resolution of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers of the Company creating such compartment, no resolution of the manager or board of managers of the Company may amend the resolution creating such compartment or to directly affect the rights of the creditors whose rights relate to such compartment without the prior approval of the creditors whose rights relate to such compartment. Any decision of the manager or in case of plurality of managers, the board of managers, taken in breach of this provision shall be void.

Without prejudice to what is stated in the preceding paragraph, each compartment of the Company may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another compartment of the Company or of the Company itself.

Art. 7. The bankruptcy or the insolvency of the sole shareholder or, as the case may be, of one of the shareholders does not trigger the dissolution of the Company.

Title II. - Capital - Shares

Art. 8. The capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares of one euro (EUR 1) each.

Art. 9. Shares can be freely transferred by the sole shareholder as long as there is only one shareholder.

In case there is more than one shareholder, shares are freely transferable among shareholders. Transfers of shares inter vivos to nonshareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the capital. For all other matters pertaining to transfers of shares, reference is made to Articles 189 and 190 of the Law.

Art. 10. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the Company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers appointed by the participants for an undetermined term. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In case of plurality of managers, the members of the board of managers will appoint a chairman who shall be a member of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for the accomplishment of the corporate purpose of the Company, except those expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of participants.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers represented by the manager delegated for this purpose.

In case of plurality of managers, the Company shall be bound by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

In case of plurality of managers, the board of managers may only deliberate or act validly if at least fifty percent (50%) of its members is present either in person or by proxy.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the votes of the managers present either in person or by proxy. The chairman of the board of managers shall have a casting vote.

All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg.

Resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition, any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated in Luxembourg.

Title IV. - Supervision

Art. 12. The accounts of the Company are audited by one or more approved statutory auditors (réviseur d'entreprises agréé).

The approved statutory auditor(s) shall be appointed by the sole manager or the board of managers of the Company, which shall determine their number, remuneration and the duration of their appointment.

Title V. - General meeting of shareholders

Art. 13. The sole shareholder shall exercise all the powers vested in the general meeting of the shareholders under section XII of the Law.

All decisions exceeding the powers of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one shareholder, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the management. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital. General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg.

Title VI. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 14. The accounting year of the Company shall begin on 1 January of each year and shall terminate on 31 December of the same year.

Art. 15. Each year on 31 December an inventory of the assets and the liabilities of the Company together with a balance sheet and a profit and loss account shall be prepared.

The revenues of the Company, deduction made of general expenses and charges, amortization and provisions constitute the net profit.

After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortization, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below 10 % of the capital of the Company.

The balance is at the disposal of the sole shareholder or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Title VII. - Liquidation - Dissolution

Art. 16. Without prejudice to the provisions set out in the last paragraph of article 6, and subject to the authorisation of the sole shareholder or, as the case may be, by the meeting of shareholders, which may be required when the articles of incorporation of the Company are modified, each compartment of the Company may be put into liquidation and its shares redeemed by a decision of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, of the Company.

Art. 17. In case of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be shareholders, designated by the sole shareholder or, as the case may be, by the meeting of shareholders in accordance with the majority condition set out under Article 142 of the Law.

The liquidator(s) shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

Title VIII. - Varia

Art. 18. The parties refer to the existing legal provisions for all matters not provided for in the present articles of incorporation.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on 31 December 2015.

Subscription

The articles of incorporation having thus been established, the appearing party declares to subscribe the whole capital as follows:

	Shares
SYCAMORE LUXEMBOURG S.A.	12,500
TOTAL	12,500

The shares have been fully paid up to the amount of one euro (EUR 1) per share by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500). As a result the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now at the disposal of the Company as has been certified to the notary executing this deed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Extraordinary general meeting

After the articles of incorporation have thus been drawn up, the above named shareholder has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, it passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is established at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers (gérants) of the Company and shall be members of the board of managers of the Company for an undetermined period of time:
 - a) Mr Pascal BRUZZESE, company director, born on April 7th, 1966 in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), having his professional address at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg;
 - b) Mr Fabien WANNIER, company director, born on July 18th, 1977 in Bern (Switzerland), with professional address at Downtown Dubai, P.O. Box 123234, Apt nr. 2008, Dubai, United Arab Emirates;
 - c) Mrs Milène BELEM, company director, born on August 13th, 1985 in Samuel / Soure (Portugal), with professional address at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg; and
 - d) Mr Sylvain KIRSCH, company director, born on April 8th, 1956, in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with professional address at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of differences between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing person, whom is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the German version:

Im Jahr zweitausendfünf, am zweiundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Martin SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist Erschienen:

SYCAMORE LUXEMBOURG S.A., eine luxemburgische société anonyme, mit Sitz in der 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg, eingetragen im Luxembourg Handelsregister unter der Nummer B 117.449,

hier vertreten durch Herrn Sylvain KIRSCH, Geschäftsführer, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, durch eine am 22. Januar 2015 erteilte Vollmacht.

Welche Vollmacht, nachdem sie durch den oben genannten Vertreter und den unterzeichnenden Notar „ne varietur“ gezeichnet wurde, mit dieser Urkunde verbunden bleiben soll, um zusammen registriert zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben beschrieben, hat den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung société à responsabilité limitée namens AFLP Securitisation S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche die Partei gründet, wie folgt zu beurkunden:

Titel I. - Zweck, Bezeichnung, Sitz, Dauer

Art. 1. Es gibt eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche als Verbriefungsgesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 22. März 2004 über Verbriefungen, wie abgeändert (das „Verbriefungsgesetz“), gilt, und welche dem Verbriefungsgesetz, dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das „Gesetz“), sowie dieser Satzung (die „Satzung“), unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „AFLP Securitisation S.à r.l.“.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg. Er kann innerhalb der Stadt Luxembourg durch Entscheidung des Geschäftsführers oder, je nach dem Fall, der Geschäftsführer, verlegt werden.

Sofern außerordentliche Ereignisse, insbesondere politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und ausländischen Staaten beeinträchtigen, kann die Gesellschaft ihren Sitz nach Maßgabe der in Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorübergehend bis zum Ende dieser Ereignisse in einen anderen Staat verlegen. Eine solche Sitzverlegung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft.

Die Erklärung der Sitzverlegung soll Dritten durch jenes Organ der Gesellschaft bekannt gemacht werden, welches angesichts der herrschenden Umstände am besten dazu in der Lage ist.

Art. 4. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 5. Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung von Verbriefungsgeschäften im Sinn des Verbriefungsgesetzes, das auf die Gesellschaft Anwendung findet, wobei die Gesellschaft Risiken erwerben soll, die sich aus bestimmten Vermögensgegenständen ergeben (die „Zulässigen Vermögensgegenstände“). Die Gesellschaft kann die Zulässigen Vermögensgegenstände in einer oder mehreren Transaktionen oder auf einer dauernden Basis übertragen und über sie verfügen. Die Gesellschaft kann jede Art von Vertrag abschließen und alle Aktivitäten ausüben, die für die Durchführung der Verbriefung der Zulässigen Vermögensgegenstände erforderlich oder nützlich sind, wenn und soweit diese mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar sind.

Die Gesellschaft soll sich durch die Emission von Anleihen, Schuldverschreibungen oder anderen Schuldtiteln (wie auch immer bezeichnet) sowie in einem untergeordnetem Rahmen durch besicherte oder unbesicherte Darlehen finanzieren, die von jedermann gewährt werden können soweit rechtlich erlaubt (einschließlich den Gesellschaftern).

Art. 6. Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Verbriefungsgesetzes, insbesondere Artikel 5, eines oder mehrere Sondervermögen („compartments“) innerhalb der Gesellschaft errichten. Jedes Sondervermögen ist einem bestimmten Teil der Aktiva und Passiva des Gesellschaftsvermögens entsprechend seiner jeweiligen Finanzierung zugeordnet. Der Beschluss der Geschäftsführers oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, des Vorstands hinsichtlich der Errichtung eines oder mehrerer Sondervermögen innerhalb der Gesellschaft, einschließlich etwaiger Änderungen diesbezüglich, soll Drittparteien gegenüber ab dem Zeitpunkt der Beschlussfassung wirksam sein.

Aus Investorensicht wird jedes Sondervermögen als selbständige Einheit behandelt. Ansprüche von Gläubigern und Investoren die (i) mit einem Sondervermögen zusammenhängen oder (ii) die mit der Errichtung, dem Bestehen oder der Abwicklung eines solchen Sondervermögens entstanden sind, sind beschränkt auf die Vermögensgegenstände eines solchen Sondervermögens, die ausschließlich den Gläubigern und den Investoren dieses bestimmten Sondervermögens zur Befriedigung ihrer Ansprüche zur Verfügung stehen. Gläubiger und Investoren der Gesellschaft, deren Ansprüche sich nicht auf die Vermögensgegenstände eines bestimmten Sondervermögens beziehen, können keine Ansprüche auf die Vermögensgegenstände dieses oder anderer Sondervermögen der Gesellschaft geltend machen.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann den Inhalt eines Beschlusses über die Errichtung eines bestimmten Sondervermögens nicht abändern oder die auf ein solches Sondervermögen bezogenen Ansprüche eines Gläubigers beeinträchtigen, ohne die vorherigen Zustimmung der betroffenen Gläubiger einzuholen, es sei denn, der Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, des Vorstands über die Errichtung dieses Sondervermögens bestimmt etwas anderes. Jeder anders lautende Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, des Vorstands diesbezüglich ist nichtig.

Jedes Sondervermögen der Gesellschaft kann unabhängig voneinander abgewickelt werden, ohne dass eine solche Abwicklung zur Abwicklung eines anderen Sondervermögens oder zur Liquidation der Gesellschaft führt.

Art. 7. Die Gesellschaft wird nicht durch Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit des alleinigen Anteilsinhabers oder eines Gesellschafters aufgelöst.

Titel II. - Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 8. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) und ist eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile von je einem Euro (1,- EUR).

Art. 9. Solange nur ein Anteilsinhaber besteht, kann dieser die Anteile frei übertragen.

Für den Fall mehrerer Gesellschafter sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Abtretung von Anteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter kann nur nach vorheriger Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Kapitals vertreten, erfolgen. Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 10. Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

Titel III. - Verwaltung

Art. 11. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche von den Gesellschaftern für eine unbestimmte Dauer gewählt werden, verwaltet. Sofern mehrere Geschäftsführer gewählt sind, bilden sie einen Vorstand. Die Geschäftsführer können ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bestimmt der Vorstand einen Vorsitzenden, der Mitglied des Vorstandes ist.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können, wobei ihm alle Befugnisse zustehen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden.

Sollte die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte in einem Rechtsstreit auftreten, vertritt der Geschäftsführer, oder im Falle des Vorstandes der vom Vorstand dafür autorisierte Geschäftsführer, die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen.

Im Falle der Ernennung mehrere Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Vorstandes rechtswirksam verpflichtet.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann seine Zuständigkeiten für spezielle Aufgaben an Unterbevollmächtigte oder an einen oder mehrere ad hoc Vertreter delegieren.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer kann der Vorstand nur wirksam entscheiden, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Vorstandes benötigen eine Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer. Der Vorsitzende des Vorstandes hat dabei die ausschlaggebende Stimme.

Alle Treffen des Vorstandes finden in Luxemburg statt.

Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstandes unterzeichnet sind, gelten als genauso wirksam angenommen, als wenn diese Beschlüsse bei einer korrekt einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung getroffen worden wären. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren identischen Kopien erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikation nachgewiesen werden.

Außerdem soll jedes Vorstandsmitglied, welches an einer Vorstandssitzung im Wege einer Kommunikationshilfe (einschließlich Telefon) teilnimmt, welche es den (selbst, durch Vollmacht oder ebenfalls durch eine Kommunikationshilfe) anwesenden Vorstandsmitgliedern erlaubt, das andere Vorstandsmitglied jederzeit während der Sitzung zu hören und selbst gehört zu werden als für diese Vorstandssitzung anwesend gelten und soll bei der Aufstellung des Quorums und mit seiner Stimme bei Abstimmungen während einer solchen Sitzung berücksichtigt werden.

Sollte ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst werden, so soll der Beschluss als in Luxemburg gefasst gelten, sofern die Telefonkonferenz von Luxemburg aus initiiert wurde.

Titel IV. - Aufsicht

Art. 12. Der Jahresabschluss wird durch den unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft.

Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird durch den Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, den Vorstand, ernannt. Seine Anzahl, Amtsdauer und Belohnung werden durch den Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, den Vorstand, bestimmt.

Titel V. - Gesellschafterversammlung

Art. 13. Solange die Gesellschaft nur einen Anteilsinhaber hat, übt dieser die Rechte der Gesellschafterversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften aus.

Alle Entscheidungen, die die Kompetenzen der Geschäftsführer überschreiten, werden von dem alleinigen Anteilsinhaber oder der Gesellschafterversammlung getroffen. Solche Beschlüsse müssen schriftlich gefasst werden und werden in einem speziellen Register der Gesellschaft eingetragen.

Für den Fall mehrerer Gesellschafter, werden die Beschlüsse in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative der Geschäftsführung. Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben. Die Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt.

Titel VI. - Geschäftsjahr, Gewinn, Reserven

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 15. Jedes Jahr, am 31. Dezember, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn und Verlustrechnung erstellt.

Die Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellen den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fonds, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht dem alleinigen Anteilsinhaber oder der Gesellschafterversammlung zur Verfügung.

Titel VII. - Liquidation, Auflösung

Art. 16. Unbenommen des letzten Absatzes von Artikel 6 und abhängig von der Entscheidung des alleinigen Anteilsinhabers oder der Gesellschafterversammlung, deren Einberufung im Falle einer Abänderung der Satzung erforderlich ist, kann jedes Sondervermögen durch Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, des Vorstands abgewickelt und seine Anteile zurückgegeben werden.

Art. 17. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit der in Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen Abänderungsgesetzen bestimmten Mehrheit, ernannt werden.

Der (die) Liquidator(en) verfügt/verfügen über die weitestgehenden Befugnisse zur Veräußerung der Aktiva und Beilegung der Verpflichtungen.

Titel VIII. - Verschiedenes

Art. 18. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung

Nachdem die oben erwähnte Satzung festgelegt wurde, erklärt die erschienene Partei, das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt zu zeichnen:

	Anteile
SYCAMORE LUXEMBOURG S.A.	12.500
GESAMT:	12.500

Alle Anteile wurden zum vollen Betrag von einem Euro (1,- EUR) pro Anteil durch Barzahlung von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,-EUR) vollständig bezahlt, so dass nunmehr die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,-EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, was auch dem Notar gegenüber nachgewiesen wurde.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Entschädigungen und sonstigen Aufwendungen, welche die Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung tragen muss, belaufen sich auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (1.500,-EUR).

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Die oben benannte Partei, welche das gesamte gezeichnete Kapital der Gesellschaft als alleiniger Anteilshalter repräsentiert, beschließt sofort im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft eine außerordentliche Gesellschafterversammlung abzuhalten. Nach der Feststellung, dass sich die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengefunden hat, beschließt der alleinige Anteilsinhaber folgendes:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg;
2. Als Geschäftsführer (gérants) werden für eine unbestimmte Dauer folgende Personen ernannt:

a) Herr Pascal BRUZZESE, Geschäftsführer, geboren in Esch-sur-Alzette (Großherzogtum Luxemburg) am 7. April 1966, mit beruflicher Anschrift in 48, rue d'Eich, L-1460 Luxemburg;

b) Herr Fabien WANNIER, Geschäftsführer, geboren in Bern (Schweiz), am 18. Juli 1977, mit beruflicher Anschrift in Downtown Dubai, P.O. Box 123234, Apt nr. 2008, Dubai, United Arab Emirates;

c) Frau Milène BELEM, Geschäftsführer, geboren in Samuel / Soure (Portugal), am 13. August 1985 mit beruflicher Anschrift in 48, rue d'Eich, L-1460 Luxemburg; und

d) Herr Sylvain KIRSCH, Geschäftsführer, geboren in Luxembourg (Großherzogtum Luxemburg), am 8. April 1956, mit beruflicher Anschrift in 48, rue d'Eich, L-1460 Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache verstehen und sprechen kann, erklärt, dass die vorstehende Urkunde auf Verlangen der Partei auf Englisch abgefasst worden ist gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Die Parteien legen fest, dass im Falle von Widersprüchen zwischen beiden Versionen, die englische Version Vorrang hat.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxembourg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der erschienenen Person, welche dem Notar durch Vorname, Name, Stand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen wurde, hat diese Person zusammen mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Signé: S. Kirsch et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/2140. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015018655/377.

(150022617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

W.A. Verwijs Beheer S.à r.l. / B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 194.138.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND FIFTEEN

ON THE SIXTH DAY OF JANUARY

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR AANDELEN W.A. VERWIJS BEHEER B.V., a foundation governed by the laws of The Netherlands, having its address at Havendijk 10, 4401NS Yerseke, The Netherlands and registered at the Netherlands Chamber of Commerce under the number 22053309,

duly represented by Catherine PEUTEMAN, private employee,

professionally residing at 11 rue de l'Industrie, L-8399 Windhof,

by virtue of a power of attorney given under private on 30 December 2014

Such appearing party, represented as aforementioned, declared being the sole partner of the limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name W.A. VERWIJS BEHEER B.V., a company incorporated on 27 July 1989 by a deed of Mr Willem Eduard DE VIN and registered at The Netherlands Chamber of Commerce under the number 22030379. The articles have been amended on the last time on 04 January 2000.

The appearing party requested the undersigned notary to state the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder approves, ratifies and confirms as far as is necessary the decision taken in The Netherlands on 6th January 2015, to transfer the principal place of business and the place of effective management of the Company from The Netherlands to the Grand Duchy of Luxembourg, and to adopt the legal form of a société à responsabilité limitée,

A copy of the said decision as well as a declaration of the board of directors of the Company stating that the fair market value of the Company as per 6th January 2015 is at least EUR 20,758.20, after signature "ne varietur" by the appearing person and the notary, shall remain attached to the present deed, together with the proxy, and shall be filed at the same time with the registration authorities

Second resolution

The sole shareholder resolves that the Company adopts the corporate name of "W.A. VERWIJS BEHEER S.à r.l. / B.V."

Third resolution

The sole shareholder resolves to accept the Luxembourg nationality arising from the migration of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and that the Company be subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as from the date of the present deed, in compliance with the provisions of Luxembourg laws and rules governing the status of a legal entity, maintained without discontinuance in accordance with such laws

Fourth resolution

The sole shareholder resolves the adoption of the following Articles of Association of a société à responsabilité limitée for the purpose of its transfer and continuation in the Grand-Duchy of Luxembourg:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Name, Registered office and financial year

Art. 1.

1. The name of the company is W.A. Verwijs Beheer S.à r.l. / B.V.
2. The registered office of the company is in Yerseke, The Netherlands.
3. The company shall have its main office and principal place of business in the Municipality of Koerich, Grand Duchy of Luxembourg.
4. The company may have offices and branches, both in The Netherlands, The Grand Duchy of Luxembourg and abroad.
5. The company has been incorporated for an indefinite period of time.
6. The financial year of the company shall run from the first day of May up to and including the thirtieth day of April.

Objects

Art. 2. The objects for which the company is established are:

- a. either alone or jointly with others to acquire and dispose of participations or other interests in legal entities, companies and enterprises, to co-operate with and to finance and to conduct the management of such legal entities, companies or enterprises;
- b. to acquire, manage, operate, encumber and dispose of any property - including intellectual property rights - and to invest capital;
- c. to raise funds by way of securities, bank loans, bond issues, notes and other debt instruments and to borrow in any other way, to lend, to provide guarantees and security, including guarantees and security for debts of other persons;
- d. to commercialise licences, copyrights, patents, designs, secret processes or formulas, trademarks and similar interests, to promote the sale and purchase of - and the trade in - these items, including allowing the use of these items and receiving royalties and other income connected with these activities;
- e. for purposes not related to the conduct of its business to make periodic payments for or towards pension or superannuation funds or other objects;
- f. to perform all acts that are advisable, necessary, usual or related to the above mentioned objects.

Capital and issue

Art. 3.

1. The issued and paid up capital of the Company amounts to twenty thousand seven hundred and fifty-eight euro and twenty eurocents (EUR 20,758.20), divided into three hundred ten thousand nine hundred seventy (310,970) shares A and thirty-five thousand (35,000) shares B, with a par value of six eurocent (EUR 0.06) each.

In these articles of association the words shares and shareholders shall have the meanings hereby assigned to them: both the (holders of) shares A and the (holders of) shares B, unless otherwise stated or apparent from the context.

2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

3. Shares shall be issued pursuant to and subject to the conditions of a resolution of the general meeting of shareholders (hereinafter referred to as: the "general meeting"). The resolution to issue shares shall require an instrument to that effect to be executed before a civil law notary officiating in Luxembourg.

4. The Company may acquire fully paid up shares in its own capital provided that the restrictions as provided by law in this respect shall be fulfilled.

5. The issue of shares shall be recorded in the register referred to in article 4.

6. At the issue of shares of a particular class each holder of shares of that class shall have a pre-emptive right - save in the cases where such right is withheld by virtue of mandatory provisions of the law -pro rata to the total amount of the shares of that class held by him on the date of the resolution to issue shares of that class.

If at the issue of shares of a particular class any shareholder possesses a pre-emptive right and fails to exercise that pre-emptive right or does not exercise it on time or in full, the pre-emptive right in respect of the shares of that class so becoming available shall enure to the benefit of the other holders of shares of that class, in proportion to their holdings of shares of that class as at the date of the resolution to issue shares of that class; if they fail to exercise their pre-emptive right or do not exercise it on time or in full, the preemptive right in respect of the shares of that class so becoming available shall enure to the benefit of the holders of shares of the other class, in proportion to their holdings of shares of that other class as at the date of the resolution to issue shares.

7. The Company shall maintain two share premium reserves: a share premium reserve to which only the holders of shares A shall be entitled and a share premium reserve to which only the holders of shares B shall be entitled. Any resolution to make a distribution to the debit of a share premium reserve or to convert (a part of) a share premium reserve in share capital can only be taken by the meeting of shareholders who are entitled to the share premium reserve concerned. Paragraph 3 of Article 13 shall apply mutatis mutandis to a resolution make a distribution to the debit of a share premium reserve. Whenever shares are issued against contribution or payment in excess of the par value of the shares issued, the excess shall be distributed to a share premium reserve for the class of the shares in respect of which the excess is paid.

Shares and shareholders' register

Art. 4.

1. The shares are in registered form.
2. The shares shall be consecutively numbered as follows: the numbering of the shares A shall start from number A1 and the numbering of the shares B shall start from number B1.
3. The board of management shall keep a shareholders' register which shall be conform to the statutory requirements.
4. The board of management shall keep the register available at the Company's main office in Luxembourg for inspection by the shareholders; a copy of or an extract from this register will be made available at cost.
5. The general meeting may resolve to grant and to deprive meeting rights as described in Laws of both countries to depository receipts. No bearer depository receipts may be issued.

Notices

Art. 5.

1. Notices to shareholders shall be given by registered letter sent to the addresses specified in the shareholders' register.
2. Notices to the Company shall be given by registered letter to the office of the Company or to the addresses of all managers.

Transfer of shares

Art. 6.

1. A shareholder can only transfer his shares after he has offered such shares to the other shareholders.
2. The shareholder offering his shares may at any time withdraw his offer, provided this is done within one month after he has been informed to which prospective purchasers he can sell all the shares to which the offer relates and at which price. If one of the parties so desire, the price of the shares shall be determined by an expert to be appointed by the Commercial Court in whose jurisdiction the Company has its registered office.
3. If it appears that not all shares to which the offer relates will be purchased for cash, the offeror may freely transfer the shares within three months after that determination.
4. The transfer of shares is effected by a notarial deed of transfer to be executed before a civil law notary or by a private deed.
5. The transfer of shares shall be recorded in the register referred to in article 4.

Board of management

Art. 7.

1. The Company shall be managed by a board of management consisting of one or more managers. A manager need not to be a shareholder of the Company.
2. The general meeting shall determine the number of managers.
3. The general meeting shall appoint and dismiss managers.
4. The general meeting has the power to suspend a manager.
5. The general meeting shall determine the remuneration and other conditions of employment of the managers.

6. If there are several managers the general meeting can appoint one of them as chairman.

7. In the event one or more managers are absent or prevented to act, the remaining manager shall continue to have the power to manage the company. In the event all managers or the sole manager are absent or prevented to act, the Company shall be managed by a person to be designated thereto by the general meeting. Such person shall forthwith make the necessary arrangements so as to enable the general meeting to make definitive arrangements.

Art. 8.

1. The board of management may adopt additional rules regarding the passing of its resolutions, its organisation and the division of tasks among its members.

2. The board of management shall observe the instructions of the general meeting with respect to the general lines of the financial, social and economic policy and of the personnel policy.

3. The board of management requires the approval of the general meeting for transactions as will be clearly defined by a resolution of the general meeting.

Art. 9. The board of management shall represent the Company.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

General Meetings

Art. 10.

1. During each financial year at least one general meeting shall be held if required by law, or at least one resolution shall be taken in accordance with article 11. Furthermore, general meetings shall be held as often as the board of management so desires and as often as such is required by statutory provisions.

2. The notices for general meetings shall be sent by the board of management to the shareholders.

3. The notices shall specify the agenda of the meeting. Resolutions relating to subjects which have not been specified in the notice or in an additional notice sent with due observance of the proper notice period, can only be passed by unanimous vote in a meeting in which the entire issued capital is represented.

4. The notice shall be subject to the term, which law imposes on such notice.

5. The general meetings shall be held in the registered office of the Company.

6. Each shareholder shall have the right to be present at the meeting, in person or by proxy (provided such proxy holds a written power of attorney) and to participate in the discussion.

7. Every share carries the right to cast one vote.

8. All resolutions will be passed by an absolute majority of the votes cast. However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

9. The general meetings shall be conducted by the person who has been elected by the general meeting as chairman.

10. The chairman shall determine how the minutes will be recorded.

Passing of resolutions outside a meeting

Art. 11. Resolutions of the general meeting can also be adopted without convening a meeting with due observance of the law. Votes can only be cast in writing.

Annual accounts and auditor

Art. 12.

1. Each year, within five months from the expiry of the financial year, the board of management shall prepare annual accounts consisting of a balance sheet, a profit and loss account and explanatory notes thereto. The annual accounts shall be submitted to the general meeting for adoption.

2. The annual accounts shall be signed by all managers; if one of the signatures is lacking this will be referred to expressly, stating reasons therefor.

3. The general meeting can and if the law so requires shall appoint an auditor or another expert for the purpose of auditing the annual accounts prepared by the board of management, to report thereon and to issue a statement with respect thereto.

Allocation of profits and distributions

Art. 13.

1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

2. The Company can maintain two profit reserves: a profit reserve to which only the holders of shares A shall be entitled and a profit reserve to which only the holders of shares B shall be entitled. Out of the profits realised in the immediately preceding financial year a dividend shall, if possible, first be paid on the shares A of seven percent (7 %) of the reserves attached to the shares A at the time of creation of the shares A and B. Subsequently, the profit remaining shall be allocated to the shares A and the shares B, in proportion to the issued and paid up shares A and shares B respectively.

If the profits realised in any financial year are not sufficient to pay the aforesaid percentage, in subsequent years no other than a reservation of profit as required by the law shall be made, nor shall any dividend be paid on the shares B until the holders of the shares A have been paid the dividend to which they are still entitled as well as the dividend over the immediately preceding financial year.

3. The general meeting may appropriate the profits and may decide to make a distribution.

4. The Company may only make distributions if and to the extent that its shareholders' equity exceeds the reserves, which must be maintained by law or under the articles of association.

5. Distributions can only be made once the board of management has given its approval. The board of management may only withhold such approval if it knows or should reasonably foresee that, following such distribution, the Company will be unable to continue paying its due and payable debts.

6. For the purposes of calculating any distribution, shares or depository receipts held by the Company and any shares or depository receipts of which the Company has a usufruct shall not be taken into account.

7. Unless the general meeting sets a different term for that purpose, distributions shall be made payable within thirty days after they are declared.

8. A general meeting declaring a distribution may direct that it is to be satisfied wholly or partly by the distribution of assets.

9. Any deficit may be set off against the statutory reserves only to the extent permitted by law.

Amendment of articles of association

Art. 14.

1. The general meeting has the power to amend the articles of association. The resolution to amend the articles of association shall require an instrument to that effect to be executed before a civil law notary officiating in Luxembourg.

2. When a proposal for amendment of the articles of association is submitted to the general meeting a copy of such proposal, including the precise wording of the proposed amendment, has to be sent to the shareholders together with the notice for the general meeting and should be kept at the office of the Company for inspection by any shareholder until after the end of the meeting.

3. No amendment of these articles of association shall become effective until such amendment has been embodied in a notarial deed of amendment to be executed before a civil law notary.

Dissolution and liquidation

Art. 15.

1. The general meeting has the power to dissolve the Company. The resolution to dissolve the Company shall require an instrument to that effect to be executed before a civil law notary.

2. The board of management shall liquidate the assets and liabilities, unless the general meeting, when deciding to dissolve, appoints other liquidators.

3. The balance remaining after satisfaction of the creditors shall be distributed among the shareholders pro rata to their respective shareholdings.

Fifth resolution

The sole shareholder declares that all the three hundred ten thousand nine hundred seventy (310,970) shares A and thirty-five thousand (35,000) shares B are attributed to STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR AANDELEN W.A. VERWIJS BEHEER B.V., a foundation governed by the laws of The Netherlands, having its address at Havendijk 10, 4401NS Yerseke, The Netherlands and registered at the Netherlands Chamber of Commerce under the number 22053309

Sixth resolution

The sole shareholder resolves to fix the business and administrative seat and the principal establishment of the Company at L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie, Municipality of Koerich.

Seventh resolution

The sole shareholder resolves to appoint the following person as manager of the Company for an unlimited duration:
- Henley Trust (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 11 rue de l'Industrie, L-8399 Windhof and registered at the Trade Register of Commerce and Companies of Luxembourg under the number

B 172533 (with permanent representative Mr. Geert DIRKX, its sole manager, professionally residing at 31 rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg).

Transitory provision

1. By way of derogation of article 1.6 of the present articles of association, the Company's current accounting year runs from the date of the present deed to April 30, 2015.

2. The first annual general meeting of shareholders under Luxembourg Law shall be held in 2015, if required by law.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided by the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

There being no further business on the agenda, the meeting was closed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately EUR 1,550.-.

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he has signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'AN DEUX MIL QUINZE,

LE SIX JANVIER,

Par devant nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire à Luxembourg.

A comparu:

STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR AANDELEN W.A. VERWIJS BEHEER B.V., une fondation de droit néerlandais établie à Havendijk 10, 4401NS Yerseke, Pays-Bas, et enregistrée auprès de la Chambre du commerce des Pays-Bas sous le numéro 22053309,

dûment représentée par Madame Catherine Peuteman, employée privée, demeurant professionnellement au 11 rue de l'Industrie, L-8399 Windhof,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 30 décembre 2014

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré être l'associé unique de la société à responsabilité limitée W.A. VERWIJS BEHEER B.V., société constituée le 27 juillet 1989 par un acte de M. Willem Eduard DE VIN et enregistrée auprès de la Chambre du commerce des Pays-Bas sous le numéro 22030379. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 4 janvier 2000.

La comparante a chargé le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique approuve, ratifie et confirme pour autant que de besoin, la décision prise aux Pays-Bas le 6 janvier 2015 de transférer le siège d'activité principal et le lieu de gestion effective de la Société des Pays-Bas vers le Grand-Duché de Luxembourg et d'adopter la forme juridique d'une société à responsabilité limitée.

Une copie de ladite décision ainsi qu'une déclaration du conseil d'administration de la Société indiquant que la juste valeur de marché de la Société au 06 janvier 2015 est d'au moins 20.758,20 EUR, après signature «ne varietur» par la comparante et le notaire, resteront jointes au présent acte ainsi que la procuration, et seront déposées en même temps auprès des autorités du bureau de l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'associé unique décide que la Société adopte la dénomination sociale «W.A. VERWIJS BEHEER S.à r.l. / B.V.».

Troisième résolution

L'associé unique décide d'accepter la nationalité luxembourgeoise découlant de la migration de la Société vers le Grand-Duché de Luxembourg et accepte que la Société soit régie par la législation du Grand-Duché de Luxembourg à compter de la date du présent acte, conformément aux lois et dispositions luxembourgeoises régissant le statut des sociétés, sans interruption et sans perte de la personnalité juridique conformément à ces lois.

Quatrième résolution

L'associé unique décide d'adopter les statuts d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois aux fins de ce transfert et de la poursuite de la société au Grand-duché de Luxembourg, lesquels statuts sont rédigés comme suit:

STATUTS

Dénomination, Siège et exercice social

Art. 1^{er}.

1. La Société a pour dénomination W.A. Verwijs Beheer S.à r.l. / B.V.
2. Le siège social de la Société est situé à Yerseke, Pays-Bas.
3. La Société a son siège principal et son lieu d'activité principal dans la Commune de Koerich, Grand-Duché de Luxembourg.
4. La Société peut posséder des bureaux et des succursales aux Pays-Bas, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.
5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.
6. L'exercice social de la Société court du 1^{er} mai au 30 avril inclus.

Objet

Art. 2. La Société a pour objet:

- a. seule ou conjointement avec d'autres, acquérir et aliéner des participations ou autres intérêts dans des entités juridiques, sociétés ou entreprises, coopérer avec ces entités juridiques, sociétés ou entreprises ou en assurer la gestion;
- b. acquérir, gérer, exploiter, grever et aliéner tout bien, en ce compris des droits de propriété intellectuelle, et investir du capital;
- c. lever des fonds par voie de titres, d'emprunts bancaires, d'émissions d'obligations, de billets et autres instruments de créance et emprunter de toute autre façon, prêter, fournir des garanties et des sûretés, y compris des garanties et sûretés pour les dettes d'autres personnes;
- d. commercialiser des licences, droits d'auteur, des brevets, des dessins, des formules ou procédés secrets, des marques commerciales et intérêts similaires afin de promouvoir la vente et l'achat, ainsi que le commerce, de ces éléments et de toucher des redevances et autres revenus en lien avec ces activités;
- e. à des fins non liées à la réalisation de ses activités, effectuer des paiements périodiques au bénéfice de fonds de pension ou de retraite ou d'autres objets;
- f. poser tous les actes recommandés, nécessaires, usuels ou liés aux objets susmentionnés.

Capital et souscription

Art. 3.

1. Le capital souscrit et libéré de la Société s'élève à vingt mille sept-cent cinquante-huit euros et vingt centimes (20.758,20 EUR) répartis en trois-cent dix mille neuf-cent soixante-dix (310.970) parts sociales A et trente-cinq mille (35.000) parts sociales B d'une valeur nominale de six centimes (0,06 EUR) chacune.

Dans les présents statuts, les termes «parts sociales» et «associés» auront le sens qui leur est donné ici, à savoir à la fois les (titulaires de) parts sociales A et les (titulaires de) parts sociales B, sauf mention contraire ou sauf lorsque le contexte indique manifestement un sens différent.

2. Les parts sociales de la Société sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires joints doivent désigner une personne unique pour les représenter envers la Société.

3. Les parts sociales sont émises conformément aux conditions d'une résolution de l'assemblée générale des associés (ci-après désignée «assemblée générale»). La résolution d'émettre des parts sociales nécessite un acte à cet effet qui doit être passé devant un notaire officiant au Luxembourg.

4. La Société peut acquérir des parts sociales entièrement libérées de son propre capital moyennant le respect des restrictions prévues par la loi.

5. L'émission de parts sociales est enregistrée au registre visé à l'article 4.

6. Lors de l'émission de parts sociales d'une classe donnée, chaque titulaire de parts sociales de cette classe dispose d'un droit de préemption - sauf dans les cas où ce droit est refusé par des dispositions légales obligatoires - au prorata du nombre total de parts sociales de cette classe qu'il détient à la date de la résolution d'émettre des parts sociales de cette classe.

Si, lors de l'émission de parts sociales d'une classe donnée, un associé possède un droit de préemption et n'exerce pas ce droit ou ne l'exerce pas dans les délais ou intégralement, le droit de préemption relatif aux parts sociales de cette classe ainsi disponible revient aux autres titulaires de parts sociales de cette classe au prorata du nombre de parts sociales de cette classe qu'ils possèdent au moment de la résolution d'émettre des parts sociales de cette classe; s'ils n'exercent pas leur droit de préemption ou ne l'exercent pas dans les délais ou intégralement, le droit de préemption relatif aux

parts sociales de cette classe ainsi disponible revient aux titulaires de parts sociales de l'autre classe au prorata du nombre de parts sociales de cette autre classe qu'ils détiennent au moment de la résolution d'émettre des parts sociales.

7. La société a deux primes d'émission: une prime d'émission réservée aux titulaires de parts sociales A et une prime d'émission réservée aux titulaires de parts sociales B. Toute résolution de distribution au débit d'une prime d'émission ou de conversion (d'une partie) d'une prime d'émission en capital social ne peut être prise que par une réunion des associés ayant droit à la prime d'émission concernée. Le paragraphe 3 de l'article 13 s'applique mutatis mutandis à une résolution de distribution au débit d'une réserve d'émission. Lorsque des parts sociales sont émises en contrepartie d'une contribution ou d'un paiement dépassant la valeur nominale des parts sociales émises, l'excédent est versé à la prime d'émission de la classe de parts sociales pour lesquelles il a été payé.

Actions et registre des actionnaires

Art. 4.

1. Les parts sociales sont nominatives.
2. Les parts sociales sont numérotées de façon consécutive comme suit: la numérotation des parts sociales A commence au numéro A1 et la numérotation des parts sociales B commence au numéro B1.
3. Le conseil de gérance tient un registre des associés conforme aux prescriptions réglementaires.
4. Le conseil de gérance tient le registre à disposition au siège principal de la Société à Luxembourg, où il peut être contrôlé par les associés; une copie ou un extrait de ce registre est mis à disposition au prix coûtant.
5. L'assemblée générale peut décider d'accorder ou de supprimer des droits d'assemblée (tels que décrits dans les législations des deux pays) à des certificats de dépôts. Aucun certificat de dépôt au porteur ne peut être émis.

Avis

Art. 5.

1. Les avis aux associés et convocations sont remis par courrier recommandé envoyé aux adresses indiquées dans le registre des associés.
2. Les avis à la Société sont remis par courrier recommandé envoyé au siège de la Société ou aux adresses de tous les gérants.

Cession de parts sociales

Art. 6.

1. Un associé ne peut céder ses parts sociales qu'après les avoir proposées aux autres associés.
2. L'associé qui propose ses parts sociales peut retirer son offre à tout moment pour autant que ce retrait intervienne dans un délai d'un mois à compter du moment où il a été informé des acheteurs potentiels auxquels il peut vendre toutes les parts sociales sur lesquelles porte l'offre et à quel prix. Si l'une des parties le souhaite, le prix des parts sociales peut être déterminé par un expert désigné par le Tribunal du Commerce compétent dans la juridiction dans laquelle la Société a son siège.
3. S'il apparaît que toutes les parts sociales concernées par l'offre ne seront pas achetées au comptant, l'associé offrant peut céder librement les parts sociales dans un délai de trois mois suivant ce constat.
4. La cession de parts sociales se fait par acte notarié de cession passé devant un notaire ou par un acte sous seing privé.
5. La cession de parts sociales est enregistrée au registre visé à l'article 4.

Conseil de gérance

Art. 7.

1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérants. Il n'est pas nécessaire qu'un gérant soit associé de la Société.
2. L'assemblée générale détermine le nombre de gérants.
3. L'assemblée générale nomme et révoque les gérants.
4. L'assemblée générale a le pouvoir de suspendre un gérant.
5. L'assemblée générale détermine la rémunération et les autres conditions d'emploi des gérants.
6. S'il y a plusieurs gérants, l'assemblée générale peut désigner l'un d'eux en tant que président.
7. Si un ou plusieurs gérants sont absents ou en état d'incapacité, le gérant restant a le pouvoir de gérer la Société. Si le gérant unique ou tous les gérants sont absents ou en état d'incapacité, la Société est gérée par une personne désignée à cette fin par l'assemblée générale. Cette personne prend immédiatement les dispositions nécessaires pour permettre à l'assemblée générale de prendre des mesures définitives.

Art. 8.

1. Le conseil de gérance peut adopter des règles supplémentaires concernant l'adoption de ses résolutions, son organisation et la répartition des tâches entre ses membres.

2. Le conseil de gérance respecte les consignes de l'assemblée générale concernant les grandes lignes de la politique financière, sociale et économique et de la politique de personnel.

3. Le conseil de gérance requiert l'approbation de l'assemblée pour les transactions définies clairement par une résolution de l'assemblée générale.

Art. 9. Le conseil de gérance représente la Société.

La Société est engagée par la signature de son gérant unique ou, si elle compte plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Assemblées générales

Art. 10.

1. Au cours de chaque exercice social, au moins une assemblée générale est organisée si la loi l'exige ou au moins une résolution est adoptée conformément à l'article 11. Des assemblées générales sont en outre organisées aussi souvent que le conseil de gérance le souhaite et aussi souvent que l'exigent les dispositions réglementaires.

2. Les convocations aux assemblées générales sont envoyées aux associés par le conseil de gérance.

3. Les convocations indiquent l'ordre du jour de l'assemblée. Les résolutions portant sur des sujets non indiqués dans la convocation ou dans un avis supplémentaire envoyé dans les délais requis ne peuvent être adoptées que par un vote à l'unanimité lors d'une assemblée où est représentée la totalité du capital souscrit.

4. La convocation est soumise aux conditions fixées par la loi.

5. Les assemblées générales se tiennent au siège de la Société.

6. Chaque associé a le droit d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter (pour autant que son représentant dispose d'une procuration écrite) et de participer aux débats.

7. Chaque part sociale donne droit à une voix.

8. Toutes les résolutions sont adoptées à la majorité des votes exprimés. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société dans le respect des dispositions légales.

9. Les assemblées générales sont présidées par la personne élue à la présidence par l'assemblée générale.

10. Le président détermine les modalités de consignation du procès-verbal.

Adoption de résolutions en dehors d'une assemblée

Art. 11. Les résolutions de l'assemblée générale peuvent également être adoptées sans convoquer d'assemblée dans le respect de la loi. Les votes ne peuvent être exprimés que par écrit.

Comptes annuels et auditeur

Art. 12.

1. Chaque année, dans les cinq mois suivant la fin de l'exercice social, le conseil de gérance prépare les comptes annuels composés d'un bilan, d'un compte de résultats et de leurs notes explicatives. Les comptes annuels sont soumis à l'assemblée générale pour approbation.

2. Les comptes annuels sont signés par tous les gérants; en cas d'absence d'une signature, cette absence est signalée explicitement avec indication des motifs.

3. L'assemblée générale peut désigner, et désigne dans tous les cas si la loi l'exige, un réviseur d'entreprises ou un autre expert chargé de contrôler les comptes annuels préparés par le conseil de gérance, de rendre compte de son analyse et de faire une déclaration concernant les comptes.

Affectation des bénéfices et distributions

Art. 13.

1. Le bénéfice brut de la Société indiqué dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, des amortissements et des dépenses, représente le bénéfice net. Un montant égal à cinq pourcent (5 %) du bénéfice net de la Société est affecté à une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve représente dix pourcent (10 %) du capital social de la Société.

2. La Société a deux réserves de bénéfices: une réserve de bénéfices destinée aux seuls titulaires de parts sociales A et une réserve de bénéfices destinée aux seuls titulaires de parts sociales B.

Sur le bénéfice réalisé lors de l'exercice social immédiatement antérieur, dans la mesure du possible, un dividende est d'abord versé sur les parts sociales A à hauteur de sept pourcent (7 %) des réserves associées aux parts sociales B au moment de la création des parts sociales A et B.

Ensuite, le bénéfice restant est affecté aux parts sociales A et aux parts sociales B proportionnellement au nombre de parts sociales A et B émises et libérées.

Si le bénéfice réalisé lors d'un exercice financier n'est pas suffisant pour distribuer le pourcentage susmentionné, les exercices suivants, seule la réserve requise par la loi est constituée et aucun dividende n'est versé sur les parts sociales

B jusqu'à ce que les titulaires de parts sociales A aient reçu le dividende auquel ils ont droit ainsi que le dividende relatif à l'exercice social immédiatement antérieur.

3. L'assemblée générale est compétente pour affecter le bénéfice et décider de procéder à une distribution.

4. La Société ne peut procéder à une distribution que si et dans la mesure où ses fonds propres excèdent les réserves requises par la loi ou par les statuts.

5. Les distributions ne peuvent avoir lieu qu'après l'accord du conseil de gérance. Le conseil de gérance ne peut refuser son accord que s'il sait ou doit raisonnablement prévoir qu'à la suite de cette distribution, la Société sera dans l'incapacité de continuer à s'acquitter de ses dettes en cours et remboursables.

6. Le calcul des distributions éventuelles ne tient pas compte des parts sociales ou certificats de dépôts détenus par la Société ni des parts sociales ou certificats de dépôts pour lesquels la Société jouit d'un usufruit.

7. Sauf disposition contraire de l'assemblée générale, les distributions sont payables dans un délai de trente jours à compter de leur déclaration.

8. L'assemblée générale qui déclare une distribution peut décider de réaliser cette distribution en tout ou en partie par la distribution d'actifs.

9. Tout déficit ne peut être compensé par les réserves légales que dans la mesure autorisée par la loi.

Modification des statuts

Art. 14.

1. L'assemblée générale a le pouvoir de modifier les statuts. La résolution de modification des statuts nécessite un acte à cet effet qui doit être passé par devant un notaire officiant au Luxembourg.

2. Lorsqu'une proposition de modification des statuts est soumise à l'assemblée générale, une copie de cette proposition incluant le libellé précis de la modification proposée doit être envoyée aux associés en même temps que la convocation à l'assemblée générale. Cette proposition doit être conservée au siège de la Société où elle peut être contrôlée par n'importe quel associé jusqu'à la fin de l'assemblée.

3. Aucune modification des présents statuts ne prend effet tant qu'elle n'a pas été intégrée à un acte de modification passé devant notaire.

Dissolution et liquidation

Art. 15.

1. L'assemblée générale a le pouvoir de dissoudre la Société. La résolution de dissoudre la Société nécessite un acte à cet effet qui doit être passé devant un notaire officiant au Luxembourg.

2. Le conseil de gérance liquide l'actif et le passif, sauf si l'assemblée générale désigne d'autres liquidateurs lorsqu'elle décide la dissolution.

3. Le solde résiduel après remboursement de tous les créanciers est distribué aux associés au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Cinquième résolution

L'associé unique déclare que les trois-cent dix mille neuf-cent soixante-dix (310.970) parts sociales A et les trente-cinq mille (35.000) parts sociales B sont attribuées à STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR AANDELEN W.A. VERWIJS BEHEER B.V., une fondation de droit néerlandais établie à Havendijk 10, 4401NS Yerseke, Pays-Bas, et enregistrée auprès de la Chambre du commerce des Pays-Bas sous le numéro 22053309.

Sixième résolution

L'associé unique décide de fixer le siège commercial et administratif et le siège principal de la Société au 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, commune de Koerich.

Septième résolution

L'associé unique décide de désigner la personne suivante en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- Henley Trust (Luxembourg) S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social au 11 rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 172533 (ayant pour représentant permanent Monsieur Geert DIRKX, son gérant unique, résidant à titre professionnel au 31 rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg).

Disposition transitoire

1. Par dérogation à l'article 1.6 des présents statuts, l'exercice social actuel de la Société court de la date du présent acte au 30 avril 2015.

2. La première assemblée générale des associés régie selon le droit luxembourgeois aura lieu en 2015 si la loi le requiert.

32101

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ont été respectées.

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée.

Coûts

Le montant total des coûts, frais, rémunérations et dépenses, sous quelque forme que ce soit, engagés et dus par la société pour son organisation, s'élève à environ EUR 1.550,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par la présente qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française. À la demande de ce même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Ce document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, le dit comparant a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. PEUTEMAN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 janvier 2015. Relation: LAC/2015/697. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015018589/523.

(150021508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Caduceus Investment S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 150.090.

Extrait de la décision prise par le Conseil d'Administration en date du 8 Août 2014:

Il a été décidé de remplacer:

- PricewaterhouseCoopers S.à r.l. ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises agréé à la fin de leur mandat concernant la révision des comptes annuels au 31 Décembre 2013;

Par:

- Deloitte Audit S.à r.l., enregistré auprès du Registre de Commerce sous le numéro B67895, ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg en tant que nouveau réviseur d'Entreprises agréé.

Extrait de la décision de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires de la Société en date du 2 Décembre 2014

Il a été décidé d'accepter la décision du Conseil d'Administration en date du 8 Aout 2014 et donc de remplacer:

- PricewaterhouseCoopers S.à r.l. ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises agréé avec effet immédiat;

Par:

- Deloitte Audit, enregistré auprès du Registre de Commerce sous le numéro B67895, ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg en tant que réviseur d'Entreprises agréé, avec effet immédiat et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2020.

Il a été décidé de prolonger les mandats de:

- Preeti Kotwani-Khitri, résidant professionnellement au 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg en tant qu'Administrateur de la Société et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2020;

- Zamyra Cammans, résidant professionnellement au 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg en tant qu'Administrateur de la Société et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2020;

- Petra J. S. Dunselman, résidant professionnellement au 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg en tant qu'Administrateur de la Société et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2020

Luxembourg, le 23 Janvier 2015.

Référence de publication: 2015017966/30.

(150021729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Digital Services XXXVIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.134.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of January,

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Rocket Internet AG, a stock corporation (Aktiengesellschaft) existing under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRB 159634 B, having its business address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany;

here represented by Julien De Mayer, legal counsel, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 5 January 2015.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Digital Services XXXVIII S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at fifteen thousand euro (EUR 15,000), represented by fifteen thousand (15,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter,

decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23 Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The fifteen thousand (15,000) shares issued have been subscribed by Rocket Internet AG, aforementioned, for the price of fifteen thousand euro (EUR 15,000).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000) is entirely allocated to the share capital.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in Article 183 of the law on commercial companies have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,800.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Christian Senitz, born in Aschersleben, Germany, on 27 January 1978, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following persons are appointed as class B managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxembourg;

- Mr Julien De Mayer, born in Etterbeek, Belgium on 9 April 1982, professionally residing at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Any one manager of the Company, regardless of his category, is authorized to sign solely, on behalf of the sole shareholder, the shareholders register of the Company that will be created upon incorporation of the Company.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am siebten Januar.

Vor uns, Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCIENEN:

Rocket Internet AG, eine Aktiengesellschaft bestehend unter deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland unter der Nummer HRB 159634 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland.

hier vertreten durch Julien De Mayer, legal counsel, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 5. Januar 2015, ausgestellt in Berlin.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Digital Services XXXVIII S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser

außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfzehntausend Euro (EUR 15.000) aufgeteilt in fünfzehntausend (15.000) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, EMail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die fünfzehntausend (15.000) ausgegebenen Anteile wurden durch Rocket Internet AG, vorbenannt, zum Preis von fünfzehntausend Euro (EUR 15.000) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von fünfzehntausend Euro (EUR 15.000) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von fünfzehntausend Euro (EUR 15.000) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.800 geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Gründungsgeschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:

- Herr Christian Senitz, geboren am 27. Januar 1978 in Aschersleben, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Kategorie B Geschäftsführer bestellt:

- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxemburg;

- Herr Julien De Mayer, geboren am 9 April 1982 in Etterbeek, Belgien, geschäftsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Jeder einzelne der Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, ist ermächtigt, das Anteilhaberregister, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft erstellt wird, allein im Namen und für Rechnung des alleinigen Gesellschafters zu unterzeichnen.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. DE MAYER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/708. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015018027/584.

(150021422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

North Star Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.770.

Extrait des résolutions prise par le conseil de gérance en date du 16 janvier 2015

Les gérants ont décidé de transférer le siège social de la Société de son ancienne adresse sise 4, Grand-Rue L-1660 Luxembourg au 21, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017491/12.

(150020014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.
